L’aventurisme colonialiste de la France au Sahel

Le 11 janvier 2013, la France a lancé une offensive aérienne et terrestre sur le Mali avec comme raison invoquée la préservation de l’Etat malien contre l’avancée des groupes djihadistes vers Bamako. Officiellement, le gouvernement socialiste de F. Hollande se présente en sauveur puisque cette intervention militaire ferait suite à une demande pressante du président malien d’un soutien et de l’implication l’armée française pour repousser la menace islamiste. Cependant, les vrais intérêts d’une telle guerre restent cachés comme dans toute guerre coloniale.

Ainsi aucune voix parmi les médias ou les officiels français ne nous dit que l’instabilité au Mali a été concomitante du coup d’Etat du 22 mars 2012, à l’instigation de la France, contre le pouvoir du président Amadou Toumani Touré. C’est à la suite du chaos entrainé par le coup d’Etat que les groupes touaregs du MNLA et de Ansar Dine d’un côté et les groupes

djihadistes d'Aqmi et du Mujao s'emparent du Nord-Mali.Personne dans le paysage politico-médiatique français pour dénoncer l'aventurisme guerrier en Libye de la France qui en créant le chaos dans ce pays a renforcé les groupes djihadistes au Mali, notamment par la circulation des armes dans la région du Sahel.
Pas un son de cloche dissonant dans le concert d'acclamations de la guerre française au Mali pour affirmer qu'une solution politique était possible, celle prônée par l'Algérie d'intégrer les touaregs dans le processus politique et dans le futur gouvernement malien. En effet, il ne peut y avoir de solution à long terme et de stabilité si les populations du Nord continuent à subir marginalisation et oppression comme ce fut le cas jusqu'à présent dans le cadre de l'Etat malien. De cette manière, les groupes djihadistes, influencés ou manipulés par des puissances diverses et dont on connait la capacité de nuisance après la prise d'otages à In Amenas en Algérie, auraient pu être marginalisés sur la scène malienne.
Enfin, nulle âme pour souffler mot sur les intérêts économiques français au Mali et dans la région, sur la convoitise que suscitent les ressources en or et en gaz du Mali, sur la volonté de protéger les ressources en uranium d'Areva au Niger ou sur les prétentions de récupérer la Sahara algérien, prétentions aussi vivaces depuis 1971, date à laquelle la France fut contrainte de quitter ce territoire, 9 ans après l'indépendance algérienne. La France s'est lancée dans une offensive précipitée au Mali mue par l'appât du gain dans une situation de crise économique aigue et de perte des marchés dans les autres régions du monde, notamment en Libye où la France n'a pas réussi à tirer les marrons du feu qu'elle avait elle-même allumé. La France s'est aussi engagée dans cette guerre dans l'objectif de déstabiliser l'Algérie, le seul Etat non inféodé de la région maghrébo-sahélienne et caractérisé par un développement économique qui dérange les intérêts français. En effet si l'Algérie émerge économiquement et s'impose en tant que puissance régionale, il devient clair que ce qui reste de la Françafrique est condamné à disparaître.
Toutes ces raisons montrent clairement que la France mène actuellement au Mali une guerre pour les ressources c'est-à-dire une guerre dans la plus pure tradition coloniale, digne

des guerres menées par les Républicains de la 3ième République ou par la SFIO sous la 4ième République. En ce sens, les socialistes français sont restés fidèles à eux-mêmes : des colonialistes enragés. C’est pourquoi le Comité Action Palestine dénonce avec la plus ferme intransigeance l’aventurisme colonialiste de la France au Sahel.

COMITE ACTION PALESTINE